



# Somalia

AFRIQUE DE L'EST ET  
CORNE DE L'AFRIQUE  
EASTERN AFRICA AND  
HORN OF AFRICA

KM<sup>2</sup> 637 660

10 173 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	na/nd
Importations européennes en provenance de...	18 734 000 ECU (1996)
Bananes	57%
Exportations européennes vers...	15 130 000 ECU (1996)
Service de la dette / exportations	na/nd
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	3,33% (1995)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
secondaire	na/nd
Taux d'urbanisation	na/nd

Située en bordure de l'Océan Indien, à la pointe de la Corne de l'Afrique, la Somalie partage ses frontières avec l'Éthiopie principalement, le Kenya et Djibouti.

L'histoire récente du pays est marquée par la guerre civile depuis 1991, la famine de 1992 et l'opération militaire-humanitaire internationale lancée fin 1992 et visant à la restauration de la paix civile. Début 1995, la poursuite de la guerre civile et le peu de progrès réalisés dans la voie de la réconciliation nationale, ont conduit au retrait des troupes de maintien de la paix de l'ONU.

L'agriculture constitue habituellement la base économique du pays et représente plus de 60% du PNB. L'élevage, activité traditionnelle des populations nomades, représente à lui seul près de 40% du PNB et des revenus d'exportation. L'agriculture commerciale est centrée sur la production et l'exportation de bananes (40% des revenus d'exportation), les autres productions étant limitées au marché local (sucre, sorgho et maïs).

En raison de la situation politique du pays et de la désorganisation totale de la vie institutionnelle, économique et sociale, la Somalie n'a pas encore ratifié la Convention de Lomé IV. De 1991 à 1994, l'assistance européenne s'est presque exclusivement traduite par des aides humanitaires alimentaires et d'urgence (près de 90 millions d'écus) financées sur le budget de l'Union européenne.

Afin de contribuer à la reconstruction et au relèvement économique du pays, l'Union européenne a mis sur pied un programme de réhabilitation pour la Somalie d'un montant de 38 millions d'écus. Ce programme, approuvé en 1993, est financé sur les ressources du 6ème FED de Lomé III et s'inscrit dans le contexte de l'Initiative Spéciale pour l'Afrique adoptée par le Conseil des Ministres européens la même année. Son approche est pragmatique et vise à concilier l'exigence de la sécurité dans le choix des zones géographiques prioritaires d'intervention avec la nécessité d'assurer le redémarrage rapide des nombreux secteurs productifs, en particulier du secteur vital de l'élevage.

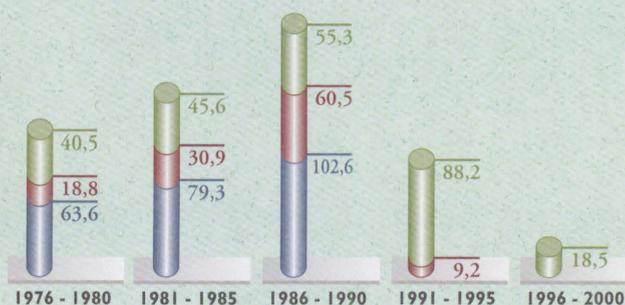
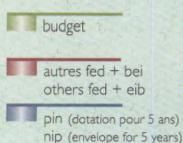
Le programme est mis en oeuvre principalement par des organisations non-gouvernementales de développement déjà implantées localement et veillant à soutenir des structures locales capables de prendre le relèvement des opérations d'assistance. Début 1997, 135 contrats ont été signés pour un montant d'environ 33 millions d'écus.

Un second programme de réhabilitation d'un montant de 47 millions d'écus a été adopté en août 1996, dont le but est de consolider les activités et les structures mises en place dans le cadre du premier programme.

L'instabilité politique persiste et les perspectives de constituer un gouvernement national régulier restent éloignées.

## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





## Somalia

S

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd
European imports from...	18 734 000 ECU (1996)
Bananas	57%
European Exports to...	15 130 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	3.33% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	na/nd

Situated by the Indian Ocean, at the tip of the Horn of Africa, Somalia shares borders with Ethiopia, in the main, and with Kenya and Djibouti.

The country's recent history has been dominated by a civil war, since 1991, as well as the 1992 famine and the international military humanitarian operation launched at the end of 1992 aimed at restoring peace. Beginning 1995, the continuation of the civil war, and the lack of progress made in the search for national reconciliation, led to the pulling out of the UN's peace keeping forces.

Agriculture traditionally forms the economic base of the country, representing more than 60% of GNP. Livestock farming, the traditional activity of nomad populations, alone represents nearly 40% of GNP and of export revenues. Commercial agriculture is centred on the production and export of bananas (40% of export revenues), other production being limited to local market produce (sugar, sorghum and corn).

Because of the political situation in the country and the total disorder in institutional, economic and social life, Somalia has not yet ratified the fourth Lomé Convention. Between 1991 to 1994, European assistance almost exclusively consisted of food aid and emergency aid (about ECU 90 million) financed out of the European Union's budget.

In order to contribute to the reconstruction and economic rebuilding of the country to an ECU 38 million programme of rehabilitation for Somalia has been set up. This programme, approved in 1993, is funded from sixth EDF resources under Lomé III, in the context of the special initiative for Africa adopted by the European Council of Ministers in the same year. Its pragmatic approach aims to marry security requirements in the zones most in need of help, with the need to give a rapid boost to numerous production sectors, in particular the vital livestock sector.

The programme is being carried out mainly by development NGOs already locally installed and ensures the support of local structures capable of taking over responsibility for aid operations. Beginning 1997, 135 contracts were signed for a total of about ECU 33 million.

A second rehabilitation programme for 47 million ECU intended to consolidate the activities and structures set up during the first rehabilitation programme has been adopted in August 1996 and its implementation has already started.

Political instability persists, and the prospects for a duly constituted national government remain uncertain.

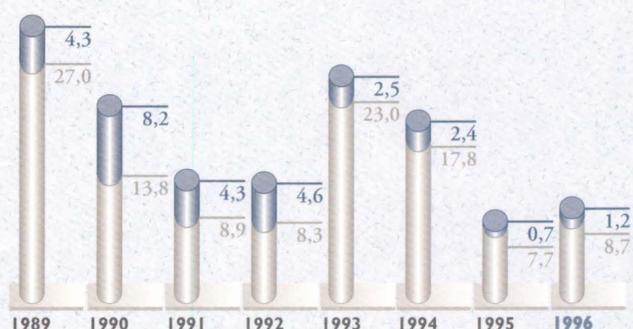
FED  
EDF

**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
% of the total envelope

FED  
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Sudan

AFRIQUE DE L'EST ET  
CORNE DE L'AFRIQUE  
EASTERN AFRICA AND  
HORN OF AFRICA

KM<sup>2</sup> 2 505 810

28 960 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
na/nd

Importations européennes  
en provenance de...

170 284 000 ECU (1996)

Or 26%

Exportations européennes  
vers...

291 062 000 ECU (1996)

Service de la dette /  
exportations

na/nd

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

0,04% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire

49,8% (1995)

secondaire

22,9% (1995)

Taux d'urbanisation

23,76% (1993)

Le Soudan est le plus grand pays d'Afrique, avec un climat largement aride ou désertique et une grande diversité culturelle. Le pays a accédé à l'indépendance en 1956, et est victime depuis lors de l'instabilité politique, de la guerre et des conflits civils ainsi que d'une grave régression économique. Le Soudan figure désormais parmi les pays les plus pauvres du monde.

L'aide programmée accordée au Soudan depuis la première Convention de Lomé au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'est élevée à plus de 320 millions d'écus.

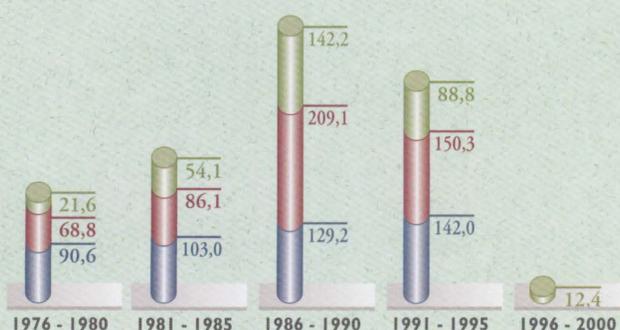
L'aide autre qu'humanitaire prévue au titre de Lomé IV est suspendue depuis 1990, en raison de la situation prévalant dans le pays.

Les circonstances tragiques provoquées tant par le déplacement de populations touchées par la guerre civile dans le sud du pays, que par la sécheresse dans le nord, ont toujours nécessité une aide humanitaire substantielle et constante de l'Union Européenne. Depuis 1992, près de 62 millions d'écus ont été engagés continuellement au titre d'aide alimentaire, notamment dans le sud du pays. Cette aide substantielle au Soudan entre 1990 et 1994 s'élève à environ 300 millions d'écus. Après les récoltes exceptionnellement bonnes de 1994/1995, il n'y a pas eu de demande d'aide alimentaire dans les régions marginales de l'ouest Soudan.

## FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)





Sudan **S**

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd
European imports from...	170 284 000 ECU (1996)
Gold	26%
European Exports to...	291 062 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0.04% (1995)
Primary schooling rate	49,8% (1995)
Secondary schooling rate	22,9% (1995)
Urbanisation rate	23.76% (1993)

Sudan is the largest country in Africa with a largely arid or desert climate and great cultural diversity. The country gained independence in 1956, and has since suffered political instability, civil war and upheavals, as well as serious economic decline. It is now one of the world's poorest countries.

Programmed aid allocated to Sudan since the first Lomé Convention, has amounted to more the ECU 320 million.

Assistance, other than of a humanitarian nature provided for in Lomé IV, has been suspended since 1990 due to the situation prevailing in the country.

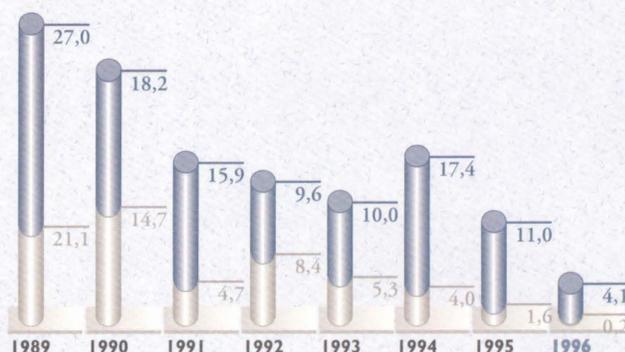
The tragic circumstances caused by displaced and war-affected populations in Southern Sudan, as well as the drought-affected and displaced population of the North, have required substantial and continuous humanitarian relief from the European Union. Since 1992, over ECU 62 million in the form of humanitarian aid has been made available to the Sudan, principally in the South. Furthermore, substantial quantities of food aid were supplied between 1990 and 1994 amounting to around ECU 300 million. Following the exceptional 1994/1995 harvest however, no food aid was required in the marginal areas of Western Sudan.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF

4-5-6-7-8  
paiement par instrument  
payments by instrument





# Suriname

CARAIBES

CARIBBEAN

 KM<sup>2</sup> 163 270

463 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
870 ECU (1994)

Importations européennes  
en provenance de...

112 803 000 ECU (1996)

Corindon artificiel 40%  
Aluminium brut 32%

Exportations européennes  
vers...

103 003 000 ECU (1996)

Service de la dette /  
exportations

na/nd

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

1,76% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire

127,3% (1995)

secondaire

59,4% (1995)

Taux d'urbanisation

49,24% (1993)

Le Suriname, l'un des deux pays ACP d'Amérique du Sud, est situé au nord-est du sous-continent, en bordure de l'Océan Atlantique. Indépendant en 1975, le pays a connu une longue période de régime autoritaire de 1980 à 1987. Le gouvernement actuel, élu démocratiquement, a été mis en place en 1991. De nouvelles élections ont lieu en 1996.

La politique économique menée dans les années 80 s'est traduite par une monnaie surévaluée, des activités économiques fortement contrôlées et réglementées, des déficits budgétaires et de l'endettement. Depuis 1992, le gouvernement s'efforce de mettre en oeuvre un programme d'ajustement structurel en vue d'éliminer les déséquilibres macro-économiques. Depuis la mi-1994, la politique économique a porté quelques fruits. Les réserves de la Banque centrale ont augmenté, l'équilibre budgétaire atteint en 1994, 1995 et prévu en 1996. Le taux de change de la monnaie nationale s'est apprécié.

Le Suriname a bénéficié de l'assistance de l'Union Européenne depuis la période du 1er Fonds Européen de Développement. De Lomé I à III, les secteurs de concentration de l'aide (plus de 60 millions d'écus d'aide programmée) ont principalement été le développement agricole et rural ainsi que les infrastructures.

Les fonds du Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (27 millions d'écus) sont pour l'essentiel consacrés aux infrastructures de base en soutien au secteur rural. Les projets financés portent particulièrement sur la réhabilitation des routes de la ceinture côtière du pays. Les ressources programmées de Lomé sont également destinées à appuyer le renforcement institutionnel et la mise en oeuvre d'un programme de microréalisations.

Parmi les autres actions financées sous Lomé IV, figurent notamment le financement des infrastructures touristiques et le renforcement du centre de recherche sur le riz et, sur les ressources budgétaires de l'UE, à l'établissement d'un inventaire de l'écosystème de la forêt amazonienne du pays ainsi que l'assistance à la lutte contre le SIDA. En 1996, une unité pour un programme de gestion a été approuvée afin de renforcer la coopération entre Suriname et l'UE.

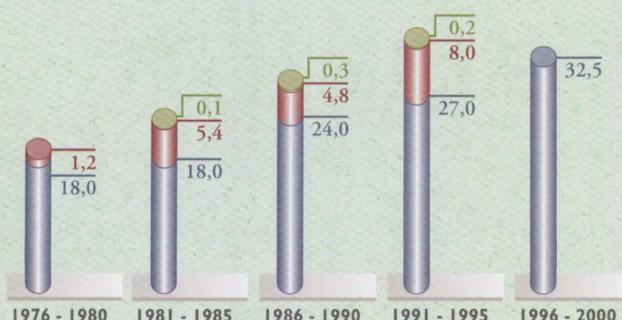
Le Suriname qui figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane a bénéficié d'une subvention de 3,5 millions d'écus du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production. En 1994, le Suriname devait bénéficier du financement Sysmin en raison de la baisse de ses exportations qui a entraîné une perte de recette. Un programme d'aide d'environ 20 millions d'écus est en cours de préparation pour les secteurs des télécommunications et de l'énergie.

A la fin de 1996 le PIN pour le second protocole financier de Lomé IV s'élevait à 32,5 millions d'écus. Le secteur de concentration du PIN sera l'infrastructure pour un meilleur soutien à la production et, au secteur privé.

## FED EDF + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche  
rural development/fishing  
autres  
others



Suriname **S**

Economic indicators	
GNP per capita	870 ECU (1994)
European imports from...	112 803 000 ECU (1996)
Synthetic corundum	40%
Crude aluminium	32%
European Exports to...	103 003 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	1.76% (1995)
Primary schooling rate	127,3% (1995)
Secondary schooling rate	59,4% (1995)
Urbanisation rate	49,24% (1993)

Surinam, one of two South American ACP countries, is situated in the north-east of the subcontinent, bordering the Atlantic Ocean. After independence in 1975, the country experienced a long period under an authoritarian regime between 1980 and 1987. A democratically-elected government was set up in 1991. New elections were held in 1996 and a new coalition came to power.

The economic policy followed in the eighties produced an over-valued currency, highly controlled and regulated activities, budget deficits and indebtedness. Since 1992, the government has attempted to implement a structural adjustment programme and to eliminate macro-economic imbalances. From mid- 1994 onwards, the economic policy has been bearing some fruits. The foreign currency reserve at the Central Bank has increased, a balanced budget for 1994/1995 has been achieved and is projected for 1996, and a surplus on the balance of payments can be noted. As a result, the exchange rate appreciated, followed by deflation during the second half of 1995.

Surinam has benefited from European Union aid since the first European Development Fund. From Lomé I to III, assistance (more than ECU 60 million of programmed aid) was mainly concentrated on agricultural and rural development, as well as infrastructures.

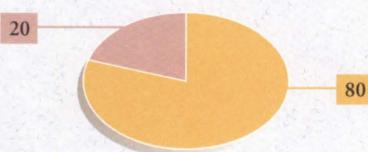
The National Indicative Programme (NIP) funds of Lomé IV (ECU 27 million) are mainly used for infrastructure support to the rural sector. Projects financed mainly concern road rehabilitation in the country's coastal belt. Programmed resources are also designed to support institutional strengthening and the implementation of a micro-projects programme.

The most notable other actions financed under Lomé IV concern the financing of a Surinam Tourism Programme, the strengthening of the country's Rice Research Centre, and (from the EU's budget resources), an assessment of the country's Amazon rain forest ecosystem. In 1996, a Programme Management Unit was approved in order to strengthen EU cooperation even further.

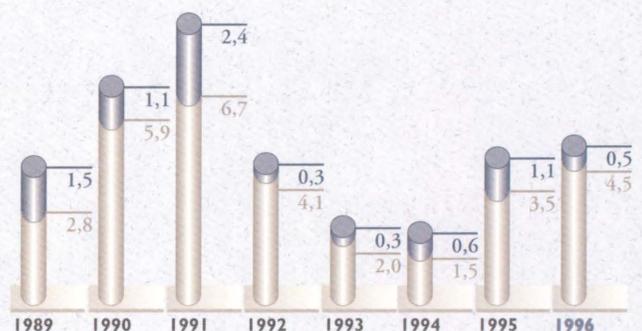
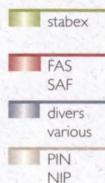
Under the special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994, Surinam's banana sector has benefited from an ECU 3.5 million grant to improve productivity and quality.

During 1994, an assessment was made of Surinam's eligibility for Sysmin funding, due to losses in earnings from bauxite exports. Project dossiers totalling some ECU 20 million are now being finalised in the telecommunications and energy sectors. At the end of 1996, the National Indicative Programme for the second financial protocol, amounting to ECU 32.5 million, was finalised. The focal sectors of this NIP will be infrastructure to support the development of production and private sector support.

FED EDF répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale sectorial breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8 paiement par instrument payments by instrument





# Swaziland

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

17 360

950 000

## Indicateurs économiques

 PNB par habitant  
 1 160 ECU (1994)

 Importations européennes  
 en provenance de...  
 137 806 000 ECU  
 (1996)

Sucres de canne 69%

 Exportations européennes  
 vers...  
 24 198 000 ECU (1996)

 Service de la dette /  
 exportations  
 3,82% (1993)

## Indicateurs sociaux

 Taux de croissance  
 de la population  
 2,75% (1995)

 Taux de scolarisation  
 primaire  
 108,9% (1995)  
 secondaire  
 54,5% (1995)

 Taux d'urbanisation  
 29,28% (1993)

Indépendant depuis 1968, le Swaziland est un petit pays enclavé et montagneux, bordé par la République Sud-Africaine et le Mozambique. Membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA), le Swaziland est traditionnellement dépendant de l'Afrique du Sud pour le commerce et l'emploi.

L'économie du pays repose essentiellement sur les activités agro-forestières caractérisées par un double système de gestion des terres avec, d'une part, un secteur commercial hautement développé sur des terres détenues par des propriétaires non-nationaux et privés, et d'autre part, un petit secteur de semi-substance à faible rendement géré par de petits propriétaires. En raison de son économie ouverte, et de petite taille, le Swaziland est particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix des produits de base et des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, ainsi qu'aux conditions climatiques.

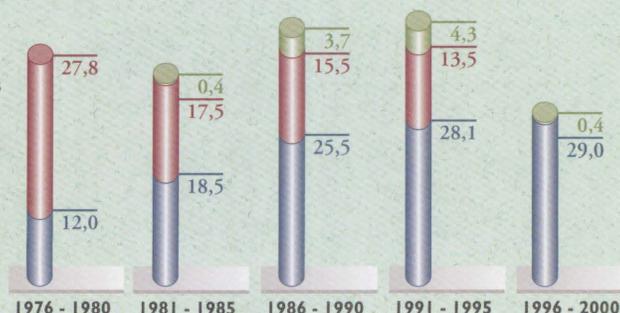
L'aide européenne sous les quatre Conventions de Lomé (84,1 millions d'écus d'aide programmable au total), s'est largement concentrée sur le soutien au développement rural, à l'éducation et à la formation professionnelle, aux infrastructures de transport et aux microprojets reposant sur la participation des communautés de base. Sous Lomé IV, le principal projet à mettre en oeuvre dans le cadre du Programme Indicatif National (28,1 millions d'écus au total) concerne un projet d'infrastructure de 10 millions d'écus. Celui-ci porte sur l'amélioration et la prolongation de 8 Km de la route Matsapha-Manzini, achevée en 1995. D'autres actions du Programme Indicatif National comprennent un appui au renforcement institutionnel, la réhabilitation de barrages de terre, des projets d'adduction d'eau, et le soutien au secteur de l'enseignement en faveur de l'Université du Swaziland et de l'Institut de la Formation Professionnelle.

Le commerce avec l'Union européenne est d'une importance majeure pour le Swaziland et représente 35% des exportations totales du pays. Les Protocoles commerciaux spéciaux de Lomé sur le sucre et la viande bovine peuvent rapporter annuellement au Swaziland respectivement 50 millions d'écus et entre 5 à 10 millions d'écus, si le pays parvient à remplir ses quotas d'exportation vers le marché européen.

Le Swaziland offre, par ailleurs, un climat stable et favorable aux investissements. Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement intervient par le biais de capitaux à risques en faveur de la Société de Développement Industriel du Swaziland (8,5 millions d'écus) et de l'Association de producteurs de Sucre du Swaziland (7,5 millions d'écus)

## FED + budget

 dotations en millions d'écus  
 allocations in ECU million



Swaziland **S**

Economic indicators	
GNP per capita	1 160 ECU (1994)
European imports from...	137 806 000 ECU (1996)
Cane-sugar	69%
European Exports to...	24 198 000 ECU (1996)
Debt service / exports	3.82% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.75% (1995)
Primary schooling rate	108,9% (1995)
Secondary schooling rate	54,5% (1995)
Urbanisation rate	29,28% (1993)

Independent since 1968, Swaziland is a small landlocked country bordered by the Republic of South Africa and Mozambique. As a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA), Swaziland has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment.

The country's economy is largely based on agroforestry activities under a dualistic land tenure system: on the one hand, a highly developed commercial sector based on foreign and privately owned land and, on the other, a small semi-subsistence low production smallholder sector. As a small open economy, Swaziland is vulnerable to fluctuations in commodity prices, trade flows with South Africa and climatic conditions.

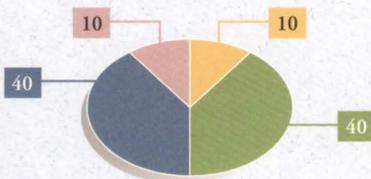
European assistance under the four Lomé Conventions (a total of ECU 84.1 million of programmed aid), has largely concentrated on support for rural development, education and vocational training, transport and community-based microprojects schemes. Under Lomé IV, the largest project to be funded within the ECU 28.1 million National Indicative Programme is an ECU 10 million infrastructure project which upgraded and expanded 8km of the Matsapha-Manzini highway and was completed in 1995. Other activities include institutional strengthening, rural dam rehabilitation, water supply projects and support to the education sector at the University of Swaziland and the Vocational Training Institute.

Trade with the European Union is extremely important to Swaziland and accounts for 35% of Swazi exports. The special Lomé Protocols on Sugar and Beef can provide annually ECU 50 million and ECU 5 to 10 million respectively, depending on the extent to which the country can fulfil its export quotas to the European market.

Swaziland offers a stable and attractive climate for investment. Under Lomé IV, the European Investment Bank is currently providing risk capital to the Swaziland Industrial Development Company (ECU 8.5 million) and to the Swaziland Sugar Association (ECU 7.5 million).

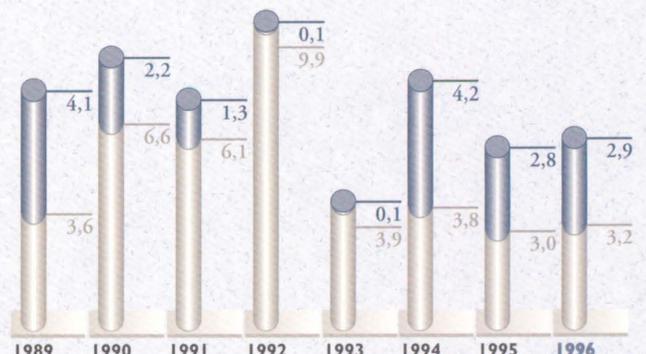
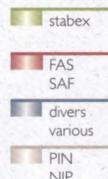
FED EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8  
paiement par instrument  
payments by instrument





# Tanzania

AFRIQUE DE L'EST ET  
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND  
HORN OF AFRICA

KM<sup>2</sup> 945 090

30 337 200

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
na/nd

Importations européennes  
en provenance de...  
208 274 000 ECU (1996)  
Café 29%

Exportations européennes  
vers...  
306 033 000 ECU (1996)

Service de la dette /  
exportations  
25,13% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
1,96% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
69% (1995)  
secondaire  
3,9% (1995)

Taux d'urbanisation  
22,96% (1993)

Suite à l'indépendance du Tanganyka en 1961, la République Unie de Tanzanie a été instituée en 1964 par la réunion du Tanganyka et de l'île de Zanzibar (700 000 habitants). La Tanzanie a dû faire face aux handicaps que sont sa grande dépendance à l'égard des produits agricoles traditionnels et de fréquentes sécheresses. Après l'échec relatif de la politique africaine socialiste menée dans les années 1960 et 1970, le programme de réformes lancé en 1986 est progressivement parvenu à stabiliser la situation économique, et à encourager le secteur privé. Les élections parlementaire et présidentielle multipartites ont eu lieu en octobre 1995. Le CCM, le parti au pouvoir depuis 30 ans, les remporta. Un nouveau président, Benjamin Mkapa, a été élu. Il a pris ses fonctions en novembre 1995, en remplacement de M. Hassan Mwinyi, en poste depuis 1985. Au Parlement l'opposition détient 20% des sièges.

Amorcée en 1974, la coopération UE-Tanzanie s'est d'abord et principalement concentrée sur le développement agricole et rural, les transports, le renforcement institutionnel et les infrastructures. Dans le cadre de la Convention de Lomé IV, l'aide à l'ajustement structurel (103,4 millions d'écus de 1992 à 1994), fournie pour le soutien aux réformes macro-économiques de la Tanzanie, est devenue un élément important du programme d'assistance communautaire, outre le Programme Indicatif National (PIN) de 185 millions d'écus qui comporte plusieurs projets en matière de transport financés avec les fonds du Programme Indicatif Régional (PIR), pour améliorer les liaisons par route et rail à l'intérieur et avec les pays enclavés voisins tels que le Rwanda, le Burundi, le Congo (Kinshasa) et l'Ouganda. Parmi les autres actions financées sur le PIN, on trouve également l'appui à la conservation de l'environnement, aux télécommunications, au renforcement institutionnel (incluant la formation), aux microprojets, recherche agricole et à l'organisation des élections et des projets de soutien à la lutte contre le SIDA ainsi que de sa prévention. Une allocation supplémentaire a été attribuée à la Tanzanie dans le cadre de son PIN. L'aide au secteur agricole provient en grande partie du Stabex – plus de 50 millions d'écus au cours de Lomé IV – et est principalement axée sur la filière café, qui est une source importante de revenus en devises.

Des actions plus modestes, mais néanmoins significatives, ont été lancées avec des fonds provenant du budget de l'Union européenne: plusieurs projets cofinancés avec des ONG, actions concernant la recherche/planification en matière de conservation et de protection de la nature et près de 12 millions d'écus d'aide alimentaire, à la suite de la sécheresse qui a affecté la région en 1992.

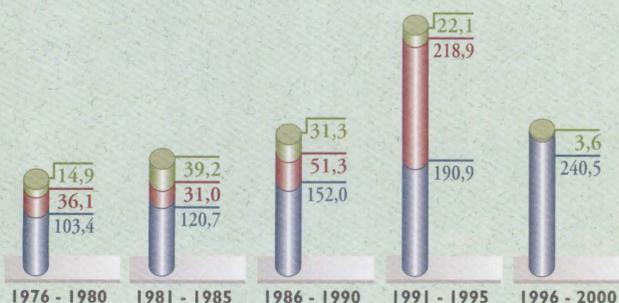
En 1994, de substantielles aides d'urgences par ECHO ont été allouées pour faire face à l'afflux de réfugiés du Rwanda et du Burundi.

En outre, près de 52 millions d'écus ont été engagés par la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, en facteur du secteur privé, de l'infrastructure portuaire et de l'énergie ainsi que du schéma hydroélectrique de Kihansi.

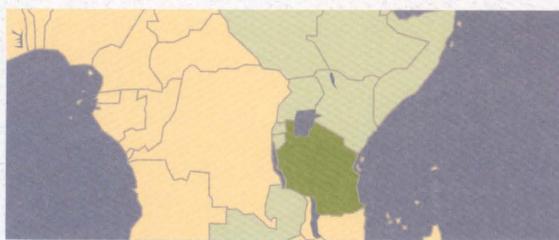
## FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



environnement  
environment  
développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's  
secteurs sociaux  
social sectors  
autres  
others



## Tanzania T

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd
European imports from...	208 274 000 ECU (1996)
Coffee	29%
European Exports to...	306 033 000 ECU (1996)
Debt service / exports	25.13% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	1.96% (1995)
Primary schooling rate	69% (1995)
Secondary schooling rate	3,9% (1995)
Urbanisation rate	22.96% (1993)

Following the independence of Tanganyika in 1961, the United Republic of Tanzania was established in 1964, through the union of Tanganyika, with the islands of Zanzibar (700,000 inhabitants). Tanzania has been handicapped by its heavy reliance on traditional agricultural products and frequent droughts. After the relative failure of policies of African Socialism in the 1960s and 1970s, a programme of economic reforms was launched in 1986, in order to create a more market-oriented economy. Some progress was made, but from 1993 there were recurring problems with Fiscal Management, with a resulting loss of donor support. Multiparty elections for Parliament and Presidency were held in October 1995, resulting in victory for CCM, the ruling "single" party for the past 30 years. Opposition parties will hold 20% of parliamentary seats. Benjamin Mkapa was inaugurated as the new President in November 1995 replacing Hassan Mwinyi. He has intensified and accelerated the implementation of the reform programme, and is progressively regaining the confidence of donors and the private sector.

EU-Tanzania cooperation began in 1974. Support under the first three Lomé Conventions has been concentrated mainly on agriculture and rural development, transport, institutional strengthening and social infrastructures. Under the Lomé IV Convention, 'structural adjustment' support for Tanzanian macroeconomic reforms (ECU 103.4 million provided from 1992 to 1994) became a major element in the Community's Programme in addition to the National Indicative Programme (NIP) allocation of ECU 185 million for project aid. The NIP includes several transport projects to improve road and rail links, both within the country, and to neighbouring countries such as Rwanda and Burundi, the latter co-financed with Regional Indicative Programme resources. Other actions include support for environmental conservation, telecommunications, institutional strengthening and training, organisation of the elections, micro-projects, agricultural research and AIDS prevention and control. A special rehabilitation programme for refugee affected areas is also being implemented. Assistance to agriculture comes mostly from Stabex (over ECU 50 million under Lomé IV) and is focused primarily on the coffee sector which is a major source of foreign exchange earnings.

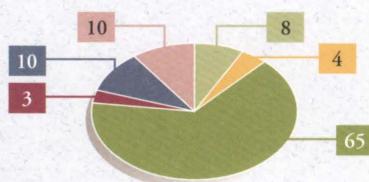
Smaller, but significant actions, have also been launched from the EU budget: several NGO co-financed projects in various parts of the country, environment conservation/protection, research and rehabilitation projects and almost ECU 12 million of food aid following the regional drought in 1992.

Substantial emergency aid funds have been provided through ECHO to assist in managing the influx of refugees from Rwanda and Burundi during 1994, and also budget funds to rehabilitate infrastructure serving the refugee-affected areas.

Moreover, over ECU 52 million have been approved by the European Investment Bank in the form of risk capital for on-lending to the private sector, port infrastructure, and the Kihansi Hydroelectric scheme.

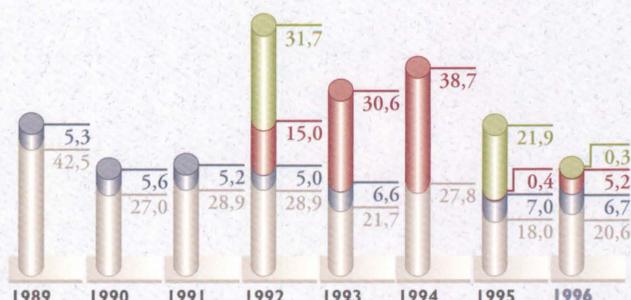
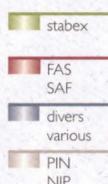
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Tchad

AFRIQUE SAHELIENNE ET  
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

KM<sup>2</sup> 1 284 000

6 361 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
210 ECU (1993)

Importations européennes  
en provenance de...  
68 560 000 ECU (1996)  
Coton 78%

Exportations européennes  
vers...  
86 792 000 ECU (1996)

Service de la dette /  
exportations  
7,4% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,37% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire 57% (1995)  
secondaire 11,7% (1995)

Taux d'urbanisation  
21,04% (1993)

Le Tchad est un pays charnière entre le Sahel et l'Afrique centrale, totalement enclavé dont la population vit surtout en zone rurale. C'est l'un des pays les plus structurellement pauvres du monde mais dont les ressources du sol et surtout du sous-sol sont considérables. Confronté à une multitude de contraintes d'ordres géographique (enclavement), climatique (désertification) et économique (exiguïté du marché national et dominance du secteur du coton), le Tchad dispose toutefois de potentialités sur lesquelles il peut appuyer son développement futur: que ce soit dans l'agriculture ou bien dans les ressources de son sous-sol, notamment ses réserves pétrolières.

Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a connu une grande instabilité, politique avec des guerres civiles et des changements multiples de gouvernement. L'évolution récente laisse espérer que le Tchad retrouve la voie de la réconciliation nationale, après la mise en place de nouvelles institutions issues d'élections pluralistes.

La coopération entre le Tchad et l'Union européenne date du premier FED (1958). L'essentiel de l'aide a été consacré au développement rural et aux infrastructures routières, les autres secteurs d'intervention étant la santé et l'éducation.

Le Programme Indicatif National (PIN) 7ème FED – 101,5 millions d'écus – met également l'accent sur les infrastructures routières (48%), afin de contribuer au désenclavement du Tchad dans sa dimension nationale et régionale. Le secteur social, avec les projets d'hydraulique villageoise, de santé et d'éducation, reçoit 35% du PIN. D'autres actions concernent l'environnement, l'élevage et les micro réalisations.

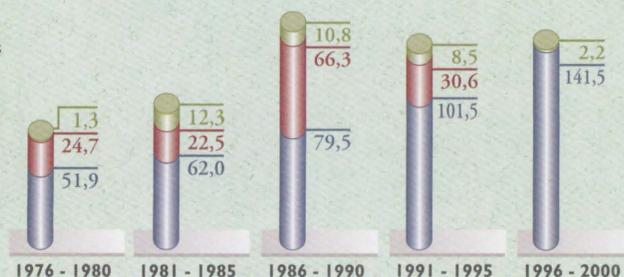
Par ailleurs, dans le cadre de l'appui à l'ajustement structurel et au titre du Stabex coton, le pays s'est vu octroyer par la Communauté européenne, respectivement 16,7 millions d'écus et 11 millions d'écus, prélevés dans les ressources du 7ème FED. Parallèlement, 13,6 millions d'écus ont été prévus pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

Depuis 1976, 82 actions menées par des ONG ont été financées (près de 9 millions d'écus), notamment dans les domaines de la santé, de la production agricole et de l'hydraulique villageoise. L'Union européenne participe aussi au programme de lutte contre le SIDA établi par le Gouvernement tchadien en liaison avec l'Organisation Mondiale de la Santé.

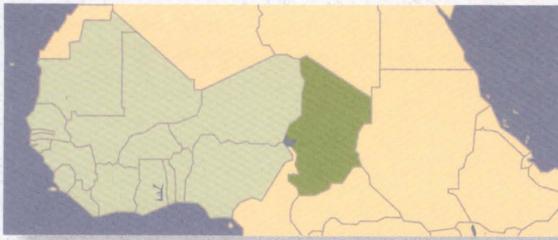
## FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



environnement  
environnement  
développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
secteurs sociaux  
social sectors  
autres  
others



**Tchad** T

Economic indicators	
GNP per capita	210 ECU (1993)
European imports from...	68 560 000 ECU (1996)
Cotton	78%
European Exports to...	86 792 000 ECU (1996)
Debt service / exports	7.4% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.37% (1995)
Primary schooling rate	57% (1995)
Secondary schooling rate	11,7% (1995)
Urbanisation rate	21.04% (1993)

Chad is a completely landlocked country between the Sahel and Central Africa with a predominantly rural population. Structurally, it is one of the poorest countries in the world, but with considerable potential in agriculture and oil resources. Confronted with a multitude of constraints of a geographical (land locked), climatic (desertification) and economic (smallness of the national market, dominance of the cotton sector) nature, Chad does have, nevertheless, potential for development, whether this be in agriculture or its underground resources, notably its oil reserves.

Since independence in 1960, Chad has experienced a period of considerable political instability resulting in civil wars and frequent changes of government. The current situation offers hope that Chad will find its way to national reconciliation and normalisation of the functioning of its institutions.

Co-operation between Chad and the European Union dates from the first EDF (1958). The biggest part of the aid was dedicated to rural development and road infrastructure, other sectors of intervention being health care and education.

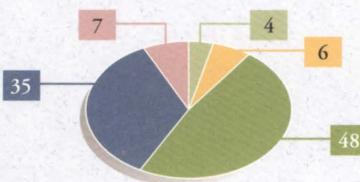
The Lomé IV National Indicative Programme (NIP) – ECU 101.5 million – likewise prioritises road infrastructure (48%) with a view to un-landlocking Chad both at a national and regional scale. The social sector receives 35% of NIP for village hydraulic projects, health projects, health care and education. Other areas of concentration are the environment, livestock rearing and microprojects, and the development of existing natural water resources.

In addition under the structural adjustment framework and Stabex financing to cotton, the country has benefited respectively from a further ECU 16.7 million and ECU 11 million under the 7th EDF. A further ECU 13.6 million may be made available as risk capital from the European Investment Bank (EIB).

Since 1976, 82 projects led by NGOs have been financed (almost ECU 9 million), notably in the fields of health care, agricultural production and village hydraulics. The European Union also participates in a programme established by the Chad Government and the World Health Organisation against the spread of AIDS.

**FED EDF**

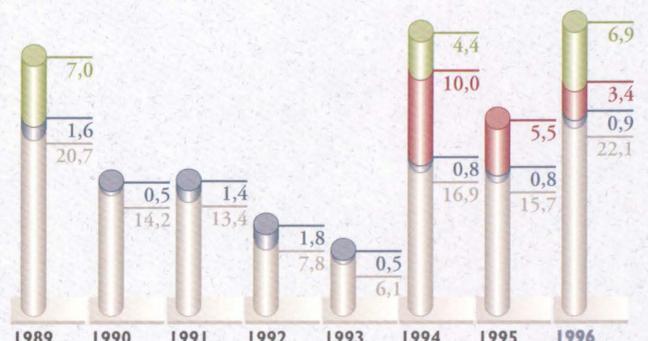
**répartition sectorielle du PIN**  
en % de la dotation totale  
**sectoral breakdown of NIP**  
% of the total envelope



**FED EDF**

**4-5-6-7-8**

paiement par instrument  
payments by instrument





# Togo

AFRIQUE SAHELIENNE ET  
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL  
WESTERN AFRICA

KM<sup>2</sup> 56 790

 4 138 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
320 ECU (1994)

Importations européennes  
en provenance de...  
64 440 000 ECU  
(1996)

Exportations européennes  
vers...  
211 362 000 ECU  
(1996)

Service de la dette /  
exportations  
8,48% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
3,19% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
110,6% (1995)  
secondaire  
26,2% (1995)

Taux d'urbanisation  
29,88% (1993)

De climat tropical dans le sud et sahélien dans le nord, le Togo se présente comme un étroit couloir avec une façade maritime d'environ 50 km sur le golfe de Guinée et une frontière septentrionale située à plus de 600 km. Les Etats voisins, plus étendus et peuplés, sont le Bénin à l'est, le Ghana à l'ouest et au nord le Burkina-Faso, non loin du Niger et du Mali, tous trois pays enclavés du Sahel.

Dès l'indépendance acquise en 1960, le Togo connaît deux décennies de relative stabilité politique favorisée par une conjoncture économique prospère et une croissance largement fondée sur l'investissement public. Cependant, la conjugaison de plusieurs facteurs internes et externes (détérioration des termes de l'échange, sécheresse, augmentation de la charge de la dette, chocs pétroliers), a plongé le pays dans une grave crise économique et financière. Le recours depuis 1983 à une série de plans d'ajustement structurel est apparu alors nécessaire.

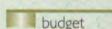
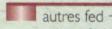
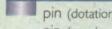
Mis à part le rôle d'économie de transit que peut jouer le Togo par rapport aux pays voisins enclavés, l'économie togolaise repose notamment sur un secteur agricole diversifié (cultures vivrières et de rente, surtout du coton), sur les exportations de phosphate et sur le commerce informel avec le Nigéria. Elle se heurte cependant aux problèmes découlant de la taille réduite du pays, d'une pression démographique forte et de la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure.

Une longue crise politique s'est amorcée suite à l'interruption violente du processus de démocratisation engagé en 1991. Ce blocage politique, tout au long d'une période d'extrême violence contre la population, a conduit à un exode massif de celle-ci vers les régions de l'intérieur et les pays frontaliers, à une grève générale de dix mois ainsi qu'à la suspension de la coopération par l'ensemble des partenaires in 1992. (Communauté européenne) et 1993 (aide bilatérale de la France et de l'Allemagne), avec le gel des nouveaux programmes, sauf ceux à vocation humanitaire. De ce fait, le Programme Indicatif National de Lomé IV (1991-1995, avec une dotation de 68 millions d'écus) n'a connu qu'un très faible début d'exécution. Les interventions au titre de l'appui à l'ajustement structurel et celles prévues sur les capitaux à risques gérés par la BEI n'ont pas eu lieu.

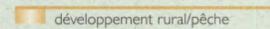
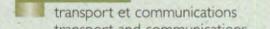
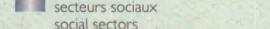
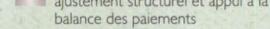
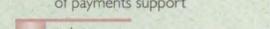
En 1994, des progrès vers la démocratisation se sont manifestés depuis la tenue d'élections législatives et la prise de fonctions d'un Gouvernement répondant à l'arithmétique parlementaire, mais dominé par l'ex-parti unique RPT. Début 1995, la Commission a repris sa coopération de façon progressive et graduelle par la réactivation de financements visant particulièrement l'amélioration des conditions de vie du peuple togolais (secteurs de l'éducation, de la santé, des microréalisations en milieu rural). Des nouveaux progrès vers une réconciliation nationale effective et vers la normalisation du dialogue politique interne ont été constatés. Les retards très importants dans l'édification d'un réel Etat de droit commencent à être rattrapés grâce à l'adoption des lois sur les Institutions prévues dans la Constitution. Leur mise en place et leur fonctionnement devrait assurer l'indépendances des pouvoirs et contribuer au respect des principes démocratiques.

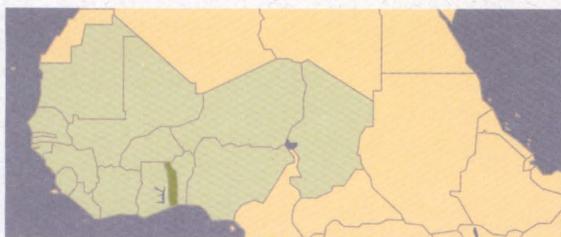
## FED EDF + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

 budget  
 autres fed + bei  
others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



 développement rural/pêche  
rural development/fishing  
 transport et communications  
transport and communications  
 secteurs sociaux  
social sectors  
 ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support  
 autres  
others



Togo **T**

Economic indicators	
GNP per capita	320 ECU (1994)
European imports from...	64 440 000 ECU (1996)
European Exports to...	211 362 000 ECU (1996)
Debt service / exports	8.48% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	3.19% (1995)
Primary schooling rate	110,6% (1995)
Secondary schooling rate	26,2% (1995)
Urbanisation rate	29.88% (1993)

With a tropical climate in the South and a Sahelian climate in the North, Togo takes on the appearance of a narrow corridor with a 50 km stretch facing the Gulf of Guinea and a northern border 600 km away. The larger and more populated neighbouring states are Benin to the East, Ghana to the West and to the North, Burkina Faso. Two other landlocked Sahel countries, Niger and Mali, are close by.

After independence in 1960, Togo experienced two decades of relative political stability aided by a prospering economy and increased growth based on public investment. However, several internal and external factors (deterioration of the exchange rate, drought, an increased debt burden and oil crises) plunged the country into serious economic and financial crisis. By necessity, the country implemented several structural adjustment programmes from 1983 onwards.

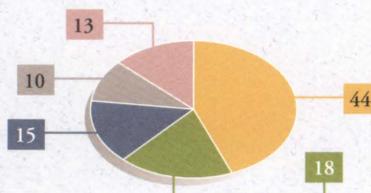
Apart from its transit role for neighbouring countries, the Togolese economy largely depends on a diversified agricultural sector (food production and especially cotton), on phosphate exports and its informal economy with Nigeria. However, its size, growing population and external dependency all hamper development.

On the political front, a protracted crisis has occurred since the interruption in 1991 of the democratisation process. This political stalemate, accompanied by a period of extreme violence against the population, led to the massive exodus of the latter to the country's interior and countries bordering Togo. A 10-month-long general strike was staged and the donor community suspended co-operation (the European Community in 1992, and bilateral co-operation with France and Germany in 1993). All projects, barring those of a humanitarian nature, were suspended. Lomé IV's National Indicative Programme (1991-1995, with grants totalling ECU 68 million) has hardly been utilised. Furthermore, projects with structural adjustment financing and EIB risk capital were put on hold.

In 1994, there were signs of progress on the path to democracy with the holding of legislative elections, although the Parliament is still dominated by the single RPT party. Since the beginning of 1995, the Commission has gradually restarted co-operation, with a focus on projects that benefit the Togolese people (education, health, micro projects and rural projects). New progress towards establishing national reconciliation and dialogue has been noted. Very significant delays in the construction of a real state law are now being made up, notably in the passing of laws on institutions foreseen in the Constitution. Their implementation and operation should ensure the separation of powers and contribute to the respect for democratic principles.

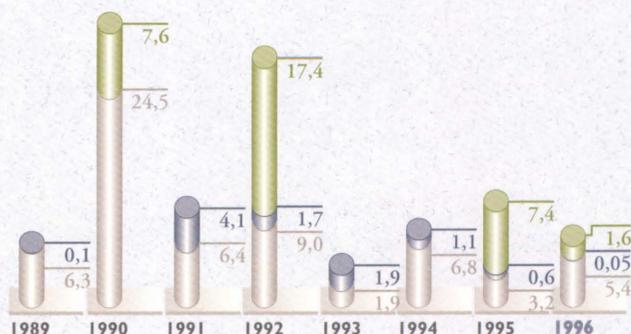
FED EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Tonga

PACIFIQUE

PACIFIC

KM<sup>2</sup> 750  
 99 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
 1 640 ECU (1994)

Importations européennes  
 en provenance de...

549 000 ECU (1996)

Vanille 93%

Exportations européennes  
 vers...

5 258 000 ECU (1996)

Service de la dette /  
 exportations

3,4% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
 de la population

1,02% (1995)

Taux de scolarisation  
 primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

38,7% (1993)

Monarchie constitutionnelle établie depuis 1875, Tonga est devenue indépendante en 1970. Le pays est constitué de 3 groupes d'îles (Tongatapu, Ha'apai et Vava'u), environ 150 au total, et ses eaux territoriales sont estimées à plus de 362.000 Km<sup>2</sup>.

L'économie est dominée par le secteur agricole. L'envoi de fonds par les émigrés représente une importante source de revenus à côté de l'aide extérieure. Ces dernières années, les exportations de citrouilles et de vanille, ont compensé le déclin des exportations traditionnelles (noix de coco et bananes).

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975 sous la Convention de Lomé I. Les fonds programmés sous Lomé I, II et III (14 millions d'écus) ont été principalement orientés vers l'infrastructure portuaire (quais), les pêcheries (construction de petits bateaux, ports de pêche, actions de marketing, installations frigorifiques) et un programme intégré de développement rural dans les îles Vava'u destiné à doter la région d'une infrastructure de base (routes, éducation, santé, marketing, installations de quarantaine, appui institutionnel).

Tonga a également bénéficié d'aides non-programmables, telles que des transferts Stabex (10 millions d'écus, notamment pour les huiles de coco et coprah) et des aides d'urgence allouées à la suite de cyclones et d'un tremblement de terre.

Sous Lomé IV, la majeure partie du Programme Indicatif National (PIN) de 6 millions d'écus est attribuée à la région Vava'u, faisant ainsi de l'Union européenne le premier donateur de la région. Un projet urbain pour Neiafu, permettra d'améliorer l'infrastructure de cette ville, capitale de Vava'u (réfection des routes et des égouts, construction d'un marché, approvisionnement en eau, installations sanitaires, préservation des sites naturels et historiques, aménagement des côtes). Un programme pluriannuel de microprojets reposant sur la participation des communautés locales (0,5 millions d'écus) financera des infrastructures de base dans les zones rurales.

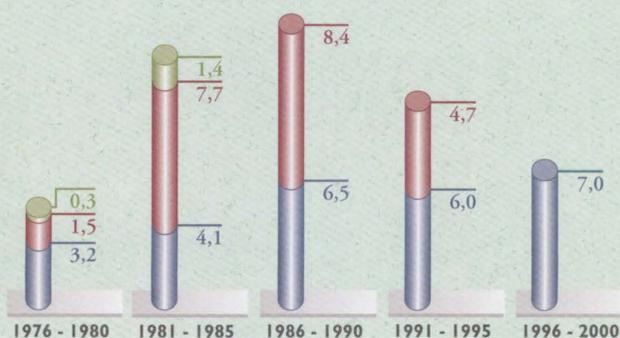
Les transferts Stabex au titre de Lomé IV (2 millions d'écus) sont destinés à renforcer la diversification des exportations agricoles.

En outre, au titre des ressources gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a engagé jusqu'à maintenant, 4,7 millions d'écus en faveur des projets de télécommunication, des entreprises privés, ainsi que 1 million d'écus au titre de capitaux à risques.

## FED + budget

dotations en millions d'écus  
 allocations in ECU million

budget  
 autres fed + bei  
 others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
 nip (envelope for 5 years)



secteurs sociaux  
 social sectors  
 autres  
 others



Tonga

T

Economic indicators	
GNP per capita	1 640 ECU (1994)
European imports from...	549 000 ECU (1996)
Vanilla	93%
European Exports to...	5 258 000 ECU (1996)
Debt service / exports	3.4% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	1.02% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	38.7% (1993)

A constitutional monarchy since 1875, Tonga became independent in 1970. The country consists of 3 main groups of islands (Tongatapu, Ha'apai and Vava'u), in all about 150, with territorial waters estimated at over 362 000 km<sup>2</sup>. Its population is an estimated 98,000.

The economy is dominated by the agricultural sector. In recent years, exports of squash (pumpkin) and vanilla have compensated for the decline in traditional exports (coconut products and bananas). Remittances from emigrants represent an important source of income, as does external aid.

European assistance began in 1975 under the Lomé I Convention. Funds programmed under Lomé I, II and III (ECU 14 million) were directed principally towards port infrastructure (wharves), fisheries (construction of small boats, fishery harbours, marketing and cold-storage facilities) and an integrated rural development programme in the Vava'u group of islands aimed at providing the region with basic infrastructure (roads, education, health, marketing and quarantine facilities, strengthening of institutions).

Tonga has also received non-programmable funds, such as Stabex transfers (ECU 10 million for copra and coconut oil in particular) and emergency aid following cyclones and an earthquake.

Under Lomé IV, the bulk of the ECU 6 million National Indicative Programme is set aside for the Vava'u region, making the European Union the major donor in the island group. An urban project will improve facilities in the town of Neiafu, capital of Vava'u (road upgrading, drainage, market construction, water supply, sanitation, natural and historical sites preservation, foreshore development). A multi-annual micro-project programme (ECU 0.5 million) will fund basic rural infrastructure with the involvement of local communities. Lomé IV second financial protocol funds (ECU 7 million) will also concentrate on Vava'u.

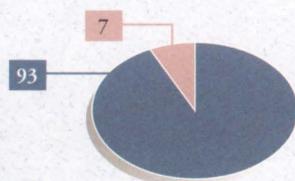
Stabex transfers under Lomé IV (ECU 2 million) strengthening will go to agriculture export diversification.

Moreover, ECU 2 million have already been committed for the resources managed by the European Investment Bank (EIB) to small and medium sized enterprises.

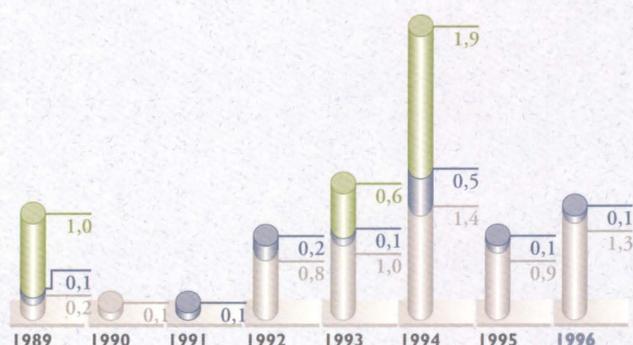
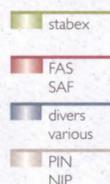
The European Investment Bank (EIB) has so far committed ECU 4.7 million from its own resources for projects in the telecommunications' sector and for private enterprises, and also ECU 1 million from risk capital.

FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





## Trinidad and Tobago

CARAIBES

CARIBBEAN

5 130

1 305 000

### Indicateurs économiques

PNB par habitant  
3 740 ECU (1994)

Importations européennes  
en provenance de...

211 588 000 ECU (1996)

Alcool éthylique 28%

Alcool acycliques 24%

Exportations européennes  
vers...

299 209 000 ECU (1996)

Service de la dette /  
exportations

na/nd

### Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

1,01% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire

96,6% (1995)

secondaire

84,9% (1995)

Taux d'urbanisation

70,72% (1993)

Formé de deux îles à l'extrême sud de la mer des Caraïbes, Trinité et Tobago a une population concentrée sur la principale île de Trinité et caractérisée par une grande diversité culturelle. Le pays est indépendant depuis 1962 et bénéficie d'un régime de démocratie parlementaire.

La production pétrolière, secteur-clé de l'économie, a fait la prospérité du pays dans les années 70 et au début de la décennie 1980, mais la baisse des cours mondiaux et de la production nationale ces quinze dernières années ont entraîné une chute des revenus pétroliers. Cette situation a amené le gouvernement issu des élections de 1991 à adopter, en 1992, des réformes structurelles.

Sous Lomé I, II et III, Trinité et Tobago a bénéficié d'une allocation globale de plus de 35 millions d'écus d'aide programmée pour divers projets dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, de l'infrastructure routière, de l'équipement industriel, du développement rural, de la promotion du tourisme et du commerce ainsi que du développement des ressources humaines.

En ce qui concerne les ressources programmables disponibles sous Lomé IV, les fonds du Programme Indicatif National (PIN) s'élèvent à 18,1 millions d'écus, auxquels s'ajoutent 6,2 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS). Suite à une redéfinition des priorités de développement par le nouveau gouvernement, les PIN de Lomé III et IV ont été renégoiés en 1993, ce qui a permis de relancer la mise en oeuvre des projets. Les nouveaux programmes des PIN révisés portent sur la réhabilitation du réseau routier, l'appui à l'ajustement structurel (en complément aux ressources de la FAS), ainsi que sur le soutien à trois programmes concernant la formation et l'accès au crédit de jeunes agriculteurs, le développement des petites entreprises et l'électrification en milieu rural. Tous ces projets ont été rapidement adoptés et sont actuellement en cours.

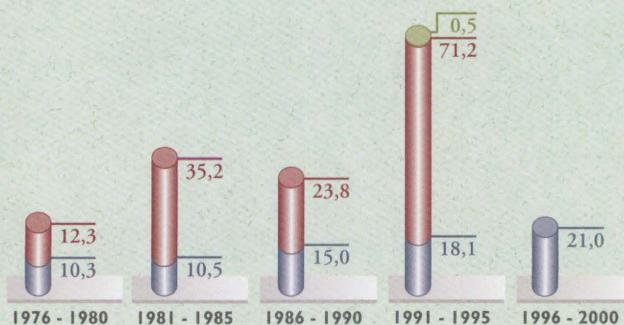
Le PIN revu met l'accent sur les réhabilitations et le soutien à l'ajustement structurel, ainsi qu'à trois programmes pour crédit aux jeunes agriculteurs, la formation et l'électrification des zones rurales. A la fin de 1996, le PIN du second protocole financier de Lomé était fixé à 21 millions d'écus.

Les financements de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) se sont élevés, de Lomé I à III, à près de 57 millions d'écus, dont 54 millions au titre des ressources propres de la Banque. Ils ont principalement contribué au développement des petites entreprises. Au titre de Lomé IV, la BEI a déjà accordé 45 millions d'écus de prêts sur ressources propres, notamment en faveur de la modernisation d'une raffinerie de pétrole, projet considéré comme prioritaire par le pays, et 46,4 millions d'écus pour le financement du secteur privé, qui s'ajoutent à plus de 4 millions d'écus de capitaux à risques.

Trinité et Tobago bénéficie également, dans le cadre du Protocole sur le Sucre de la Convention de Lomé, d'un quota annuel d'exportation vers le marché européen de 47.000 tonnes, dont les retombées peuvent être estimées à environ 20 millions d'écus, soit plus que la totalité du PIN.

### FED + budget

EDF + budget  
dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million





## Trinidad and Tobago

T

Economic indicators	
GNP per capita	3 740 ECU (1994)
European imports from...	211 588 000 ECU (1996)
Ethyl alcohol	28%
Acyclic alcohol	24%
European Exports to...	299 209 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	1.01% (1995)
Primary schooling rate	96,6% (1995)
Secondary schooling rate	84,9% (1995)
Urbanisation rate	70.72% (1993)

Trinidad and Tobago is a twin-island state, to the south of Caribbean Sea, with its population concentrated on the main island of Trinidad and characterised by one of the greatest cultural diversities in the world. The country became independent in 1962 and has a parliamentary democratic regime.

Oil production, the main sector of the economy, brought the country's relative prosperity in the 1970s and in the early 1980s, but the falling of world prices and national production in the last 15 years led to a drop in oil earnings. This situation led the Government to adopt structural reforms in 1992.

Under Lomé I, II and III, Trinidad and Tobago received a total allocation of more than ECU 35 million of programmed aid for projects in water supply, road infrastructure, industrial equipment, rural development, tourism and trade promotion sectors, as well as in human resources development.

Regarding programmable resources made available under Lomé IV, the National Indicative Programme (NIP) funds amount to ECU 18.1 million, added to ECU 6.2 million under the Structural Adjustment Facility (SAF). Following a new definition of the new Government's development priorities, NIPs under Lomé III and IV were re-negotiated in 1993. This allowed the implementation of projects to recommence. The reviewed NIPs focus on road rehabilitation, support for structural adjustment (in addition to SAF resources), as well as support to three programmes; youth agricultural credit and training programme, small business development programme and rural electrification programme. All these projects were rapidly adopted and are now underway.

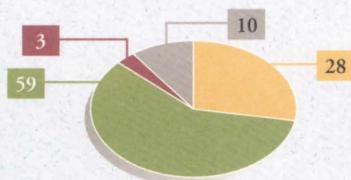
At the end of 1996, the National Indicative Programme for the second financial protocol of Lomé IV, amounting to ECU 21 million, was finalised. The programmes and projects to be implemented under this framework will concentrate in the areas of economic diversification and employment creation, and in poverty alleviation.

Financing from the European Investment Bank amounted, between Lomé I to Lomé III, to about ECU 57 million, including ECU 54 million from its own resources. This has mainly contributed to small enterprise development. Under Lomé IV, the EIB has already allocated ECU 45 million in loans from its own resources to modernise an oil refinery, a project considered by the country to be a high priority, and ECU 46,4 million to financing the industrial sector, in addition to more than ECU 4 million of risk capital.

Trinidad and Tobago also benefits, in the framework of the Lomé Convention Sugar Protocol, from a yearly export quota of 47,000 tonnes to the European market, annual earnings from which may be estimated at about ECU 20 million (more than the total NIP).

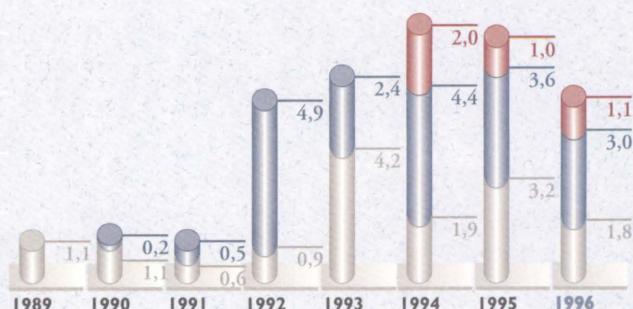
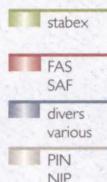
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope

FED  
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Tuvalu

PACIFIQUE

PACIFIC

26

13 000

## Indicateurs économiques

 PNB par habitant  
na/nd

 Importations européennes  
en provenance de...

856 000 ECU (1996)

Turboréacteurs 88%

 Exportations européennes  
vers...

668 000 ECU (1996)

 Service de la dette /  
exportations

na/nd

## Indicateurs sociaux

 Taux de croissance  
de la population

0% (1995)

 Taux de scolarisation  
primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

na/nd

Tuvalu, dénommée autrefois «îles Ellice», est le plus petit Etat ACP membre de la Convention de Lomé, à laquelle il a adhéré après son indépendance acquise en 1978. L'archipel est composé de 9 atolls dispersés sur un espace de 1,3 million de Km<sup>2</sup> dans l'Océan Pacifique. L'essentiel de ses terres ne dépassant pas 3,5 mètres au-dessus du niveau de la mer, le réchauffement climatique devient une sérieuse préoccupation à moyen terme.

Les ressources naturelles de Tuvalu sont extrêmement limitées. Ses terres sont très peu fertiles et un nombre réduit de plantes peuvent y être cultivées. Le coprah est le seul produit d'exportation et il n'y a aucun gisement minier significatif. Cependant, avec une Zone Economique Exclusive étendue, Tuvalu dispose d'un potentiel halieutique considérable qui, depuis les années 1980, ne représente cependant que 6% du PIB.

Durant les trois premières Conventions de Lomé, les secteurs de concentration de l'aide programmable (3,6 millions d'écus au total) ont été le développement rural, les infrastructures sociales et l'environnement. Les actions de développement rural prennent la forme de programmes de microprojets (construction de hangars de stockage pour le coprah; création de réservoirs d'eau et de bassins de réception de l'eau de pluie). Le second secteur de l'aide européenne concerne l'amélioration de la fourniture d'électricité à la population de la capital, Funafuti. Un programme de protection des côtes est aussi soutenu par les fonds des PIN, afin de contrôler les effets de l'érosion provoquée par les vagues.

Dans le cadre de Lomé IV, l'essentiel des ressources du PIN (1,3 millions d'écus) sert à financer un programme d'importation de fuel.

En outre, 0,5 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

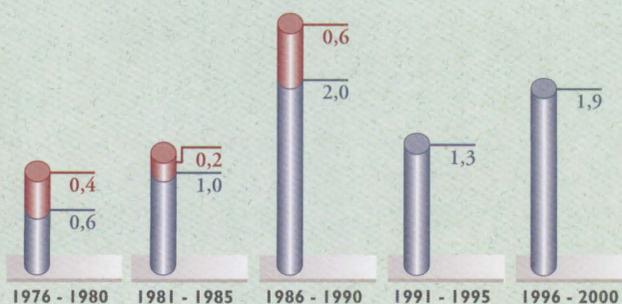
Depuis 1979, Tuvalu reçoit régulièrement des transferts au titre du Stabex, pour le coprah

## FED + budget EDF

 dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget

 autres fed + bei  
others fed + eib

 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)

 ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support

 autres  
others



Tuvalu **T**

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd
European imports from...	856 000 ECU (1996)
Turboreactors	88%
European Exports to...	668 000 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd
Social indicators	
Population growth rate	0% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	na/nd

Tuvalu, the former Ellice Island, is the smallest ACP Member State of the Lomé Convention, to which it acceded after independence in 1978. The archipelago is composed of 9 atolls, spread over 1.3 million km<sup>2</sup> in the Pacific Ocean. With all its land at less than 3.5 m above sea level, global warming is a serious medium term concern.

Tuvalu's natural resources are extremely limited. Its terrain is infertile and only a limited number of crops can be grown. Copra is the only export crop. There are no significant mineral deposits. With a huge Exclusive Economic Zone, fishing potential is considerable, though it accounted for only 6% of GDP throughout the 1980s.

Programme aid (ECU 3.6 million in all) focused in the first three Lomé Convention on rural development, social infrastructure and the environment. Rural development actions took the form of microproject programmes (construction of copra warehouses, water tanks and rainwater receptacles). The second most important aspect of European Union assistance was the improvement of electricity supply to the population of the capital Funafuti. A coastal protection programme is also funded through the NIP, which aims to counter the effects of erosion.

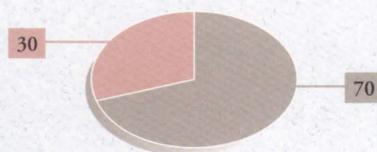
Under Lomé IV, the bulk of NIP resources (ECU 1.3 million) is being used to finance a fuel import programme.

Moreover, ECU 0.5 million may be made available through the European Investment Bank (EIB) in the form of risk of capital.

Since 1979, Tuvalu has been a regular beneficiary of Stabex transfers in respect of copra.

FED  
EDF

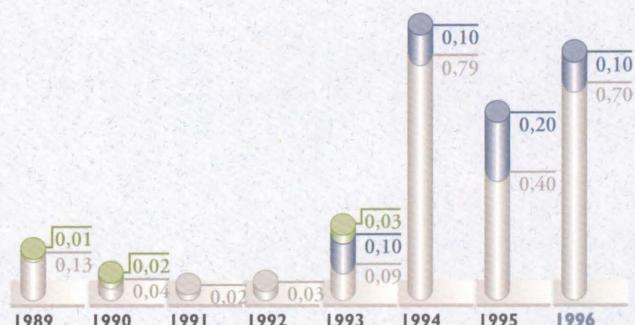
répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Uganda

AFRIQUE DE L'EST ET  
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND  
HORN OF AFRICA

KM<sup>2</sup> 235 880

 20 405 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
200 ECU (1994)

Importations européennes  
en provenance de...  
375 798 000 ECU (1996)  
Café 78%

Exportations européennes  
vers...  
174 659 000 ECU (1996)

Service de la dette /  
exportations  
121,2% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population  
2,94% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire  
80,9% (1995)  
secondaire  
19,4% (1995)

Taux d'urbanisation  
11,98% (1993)

Indépendant depuis 1962, l'Ouganda est un pays enclavé, composé pour l'essentiel d'un vaste plateau d'altitude moyenne supérieure à 1000 m. La stabilité politique retrouvée en 1986, après deux décennies de bouleversements et de guerres civiles, a permis au pays de lancer un grand programme de reconstruction, préalable à tout développement.

Les perspectives de développement de l'Ouganda portent principalement sur le secteur agricole. Elle sont globalement positives, avec une production vivrière excédentaire et des possibilités réelles de diversification et de transformation. Le pays doit cependant faire face aux contraintes inhérentes à son enclavement, à de graves maladies endémiques telles que le SIDA et la malaria, et à la nécessité de reconstruire ses outils de production, son secteur privé, son système bancaire, ses infrastructures et ses structures administratives.

Dans le cadre des Conventions de Lomé, l'Union européenne participe activement aux efforts de reconstruction. Au titre de Lomé IV, le Programme Indicatif National (158,3 millions d'écus) accorde la priorité aux infrastructures économiques et sociales, aux ressources humaines, à la production rurale et à l'environnement. Par ailleurs, 46,7 millions d'écus ont été engagés au titre de la facilité d'appui à l'ajustement structurel et les transferts alloués au titre du Stabex atteignent 140 millions d'écus pour le café, le coton et les cuirs et peaux.

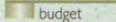
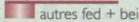
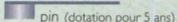
Un montant de 4,5 millions d'écus a également été alloué pour appuyer le processus de démocratisation. Les nombreux cofinancements en cours avec les ONG (près de 7 millions d'écus), portent essentiellement sur des actions de développement rural, en matière de santé ou à caractère social en faveur, notamment, des victimes du SIDA et des handicapés.

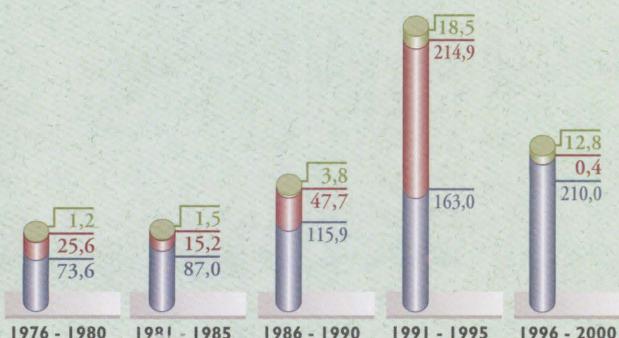
L'Ouganda joue un rôle régional important au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), de l'Autorité Intergouvernementale sur la Sécheresse et pour le Développement (IGADD) et de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK).

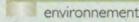
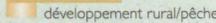
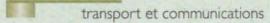
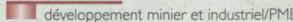
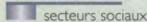
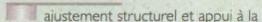
En outre plus de 20 millions d'écus (15 millions prévus) pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, ont déjà été engagés (prêts globaux à la Development Finance Company of Uganda et étude de faisabilité d'une installation d'extraction de cobalt).

## FED + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

 budget  
 autres fed + bei  
others fed + eib  
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



 environnement  
environment  
 développement rural/pêche  
rural development/fishing  
 transport et communications  
transport and communications  
 développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SMEs  
 secteurs sociaux  
social sectors  
 ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support  
 autres  
others



Uganda **U**

Economic indicators	
GNP per capita	200 ECU (1994)
European imports from...	375 798 000 ECU (1996)
Coffee	78%
European Exports to...	174 659 000 ECU (1996)
Debt service / exports	121.2% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.94% (1995)
Primary schooling rate	80,9% (1995)
Secondary schooling rate	19,4% (1995)
Urbanisation rate	11.98% (1993)

Independent since 1962, Uganda is a landlocked country which consists largely of a huge plateau at an altitude of over 1000 m. Political stability, which was re-established in 1986 after two decades of upheavals and civil war, has allowed Uganda to launch a major programme of reconstruction, a prerequisite for future development.

Uganda's development prospects focus mainly on the agricultural sector. The outlook is generally positive, with surplus food production and real possibilities of diversification and transformation. The country must, however, face up to constraints such as the fact that it is landlocked, as well as having serious endemic diseases such as AIDS and malaria and the need to rebuild production its private sector, banking system, infrastructure and administrative structures.

The European Union has supported such reconstruction under successive Lomé Conventions. Under Lomé IV, the National Indicative Programme of ECU 158.3 million focuses on economic and social infrastructures, rural production and the environment. An ECU 46.7 million sum has been committed under the facility for structural adjustment support and Stabex transfers came to ECU 140 million for coffee, cotton, leather and hides.

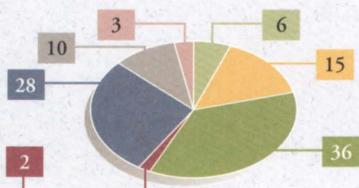
ECU 4.5 million was allocated to support the democratisation process. Numerous NGO projects are being funded (almost ECU 7 million), focusing mainly on rural development, health care and social concerns such as AIDS and the handicapped.

Uganda plays an important regional role within the Organisation of African Unity (OAU), the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the Inter-Governmental Authority on Drought and for Development (IGADD) and the Kagera Basin Organisation (KBO).

In addition, more than ECU 20 million (ECU 15 million were previously allocated) of European Investment Bank (EIB) interventions in the form of risk capital have already been committed (global loan to the Development Finance Company of Uganda and feasibility study for a cobalt extraction installation).

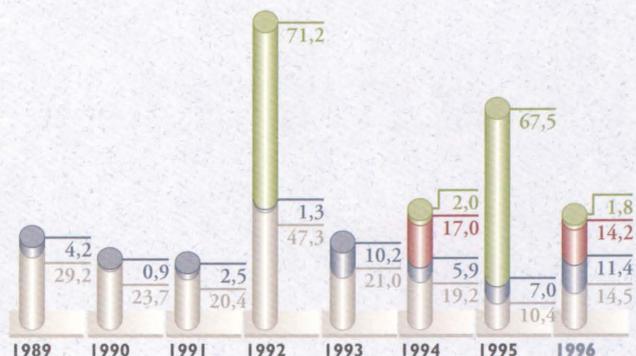
FED  
EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED  
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Vanuatu

PACIFIQUE

PACIFIC

**KM<sup>2</sup>** 12 190  
 169 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
1 150 ECU (1994)

Importations européennes  
en provenance de...

7 049 000 ECU (1996)

Poissons congelés 37%

Coprah 34%

Exportations européennes  
vers...

7 036 000 ECU (1996)

Service de la dette /  
exportations

4,7% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

2,42% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire

na/nd

secondaire

na/nd

Taux d'urbanisation

18,98% (1993)

Devenu indépendant en 1980, après plusieurs décennies de condominium franco-britannique (Nouvelles Hébrides), Vanuatu comprend plus de 70 îles et possède une Zone Economique Exclusive de plus de 960.000Km<sup>2</sup>. Près de 18% de la population vit dans les deux plus grandes villes, la capitale Port Vila (sur Efate) et Luganville (sur Espiritu Santo). La langue nationale est le Bislamah, l'anglais et le français demeurant les langues du gouvernement et du commerce.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur primaire avec le coprah, le cacao et la viande bovine comme principales exportations. Les exportations de bois sont actuellement soumises à restriction, à cause du caractère non-durable de l'exploitation des forêts. Un dynamique secteur des services financiers, situé au large de Vanuatu, contribue également au développement économique du pays.

L'aide de l'Union européenne a débuté dès l'indépendance et s'est concentrée, sous la Convention de Lomé I, au développement des zones rurales. Les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé II et III (11,2 millions d'écus) sont restés axés sur le même secteur. Les principaux programmes financés ont été: des projets de développement de l'exploitation de la noix de coco, la formation dans le secteur de la pêche, la gestion forestière, le soutien aux petits éleveurs, l'accès aux zones rurales, et une étude sur les sites archéologiques ayant permis au pays d'avoir une meilleure connaissance de son patrimoine culturel.

Sous la Convention de Lomé IV, les ressources du PIN (7,6 millions d'écus) poursuivent le soutien au secteur rural tout en privilégiant, au sein de ce secteur, la réalisation des infrastructures de base, dont la réhabilitation des écoles primaires rurales, avec la participation active des communautés locales (9,5 millions d'écus). Plusieurs routes d'importance économique et sociale sont en construction dans les zones rurales.

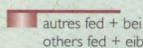
Vanuatu a également reçu d'importants transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes encourues par ses exportations de produits de base, principalement agricoles (24 millions d'écus depuis Lomé I)

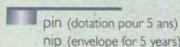
En outre, 1 million d'écus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques.

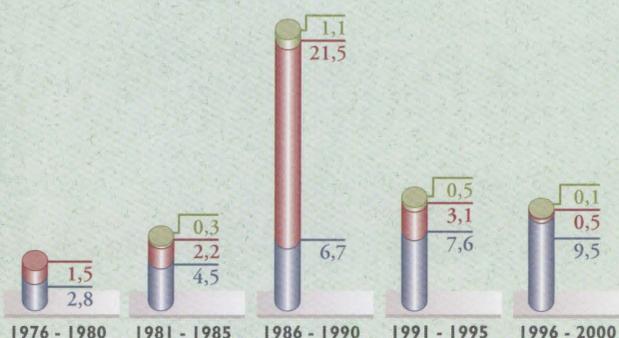
## FED + budget

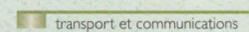
dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

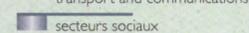
 budget

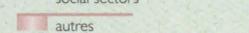
 autres fed + bei  
others fed + eib

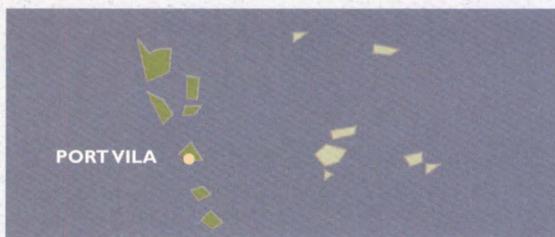
 pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



 transport et communications  
transport and communications

 secteurs sociaux  
social sectors

 autres  
others



Vanuatu **V**

Economic indicators	
GNP per capita	1 150 ECU (1994)
European imports from...	7 049 000 ECU (1996)
Frozen fish	37%
Copra	34%
European Exports to...	7 036 000 ECU (1996)
Debt service / exports	4.7% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.42% (1995)
Primary schooling rate	na/nd
Secondary schooling rate	na/nd
Urbanisation rate	18.98% (1993)

Independent in 1980, after several decades as an Anglo-French condominium (New Hebrides), Vanuatu comprises more than 70 islands and has an Exclusive Economic Zone of 960 000 km<sup>2</sup>. Some 18% of the 170 000-strong population live in the two largest towns, the capital Port Vila (on Efate) and Luganville (on Espiritu Santo). The national language is Bislamah, with English and French as the languages of government and commerce.

Vanuatu's economy relies principally on the primary sector with copra, cocoa and beef as the main agricultural exports. Timber exports are currently restricted because levels were felt to be environmentally unstable.

European Union assistance began with independence and concentrated on rural development under the Lomé I Convention. The subsequent National Indicative Programmes (NIPs) under Lomé II and III (ECU 11.2 million) focused on the same sector. Programmes financed included a coconut development project, training in the fisheries sector, forestry management, livestock smallholder support, rural access roads, and archaeological site survey that enabled the country to have a fuller knowledge of its traditional heritage.

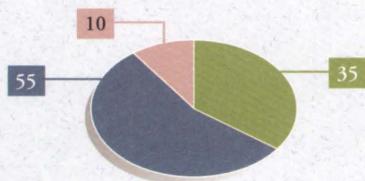
Under Lomé IV, resources from NIP (ECU 7.6 million) continued to support the rural sector. Emphasis was on basic infrastructure, particularly through rehabilitation of rural primary schools, and including the active participation of the local communities. Several economically and socially important rural roads are also to be built. The focus of Lomé IV second financial protocol funding (ECU 9.5 million) will be the education sector.

Vanuatu has also received considerable amounts in Stabex transfers for losses of earnings incurred by its main agriculture export commodities (ECU 24 million since Lomé I).

Moreover, ECU 1 million may be made available through European Investment Bank (EIB) intervention in the form of risk capital.

FED EDF

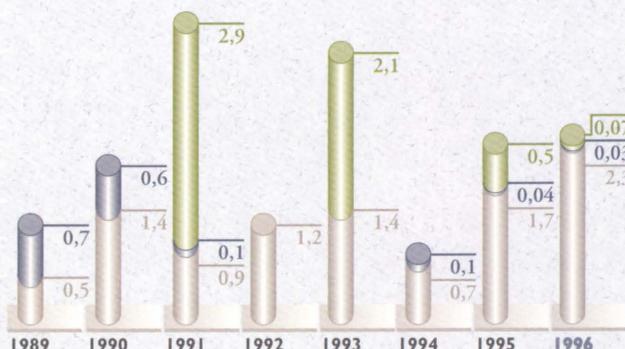
répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Zambia

AFRIQUE DE L'EST ET  
CORNE DE L'AFRIQUE  
EASTERN AFRICA AND  
HORN OF AFRICA

KM<sup>2</sup> 752 610  
9 381 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant	350 ECU (1994)
Importations européennes en provenance de...	179 284 000 ECU (1996)
Exportations européennes vers...	170 867 000 ECU (1996)
Service de la dette / exportations	32,8% (1993)
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population	2,73% (1995)
Taux de scolarisation primaire	91,6% (1995)
secondaire	21,2% (1995)
Taux d'urbanisation	42,06% (1993)

Pays enclavé fortement urbanisé (près de la moitié de la population vit dans les villes), la Zambie est devenue indépendante en 1964. L'économie zambienne est en déclin depuis les années 1970 en raison de la chute des cours mondiaux du cuivre et d'une diminution de sa production – le pays tire encore du cuivre 80% de ses recettes d'exportation –, de difficultés de gestion de l'économie et d'un endettement croissant. Le gouvernement élu en 1991 a rapidement entrepris des réformes économiques et politiques qui ont permis de réaliser d'importants progrès dans les domaines de l'ajustement structurel et de la libéralisation de l'économie.

Sous les Conventions de Lomé précédentes, l'aide européenne s'est largement concentré sur l'agriculture et le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, de 110,7 millions d'écus, a axé son aide sur l'amélioration des infrastructures routières, la promotion d'autres exportations que le cuivre et les infrastructures sociales. En plus de ces fonds, 96,5 millions d'écus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS), et 60 millions d'écus provenant du Sysmin ont été alloués, sous Lomé IV, pour soutenir le programme de réformes économiques entrepris par le gouvernement.

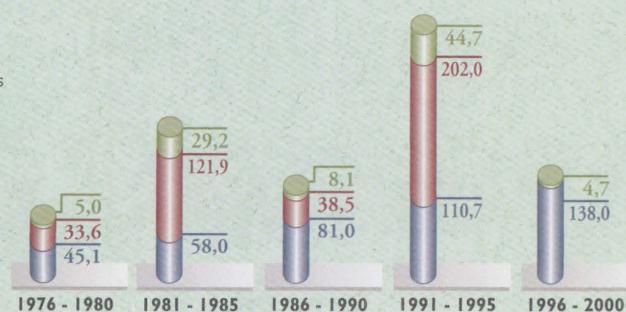
La Zambie a également reçu 1,2 million d'écus pour assister les réfugiés angolais et zairois qu'elle accueille sur son territoire. La Zambie a bénéficié d'interventions importantes de la Banque Européenne d'Investissement: 42 millions d'écus ont été accordés sur ses ressources propres sous Lomé I et II, et près de 24 millions d'écus au titre des capitaux à risques sous Lomé I, II et III. Sous Lomé IV les interventions au titre des capitaux à risques s'élèvent à 54,5 millions d'écus et concernent le secteur textile, les produits pharmaceutiques, la production de fleurs, les PME et le pipeline de Tazama.

Plusieurs actions importantes ont aussi été financées sur le budget de l'Union européenne, dont une aide alimentaire de 39 millions d'écus en réponse à la sécheresse dramatique qui a frappé le pays en 1991-1992, ainsi que, par la suite, celle de 1995.

## FED EDF + budget

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

budget  
autres fed + bei  
others fed + eib  
pin (dotation pour 5 ans)  
nip (enveloppe for 5 years)



environnement  
environment  
développement rural/pêche  
rural development/fishing  
transport et communications  
transport and communications  
développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SME's  
secteurs sociaux  
social sectors  
ajustement structurel et appui à la balance des paiements  
structural adjustment and balance of payments support  
autres  
others



Zambia **Z**

Economic indicators	
GNP per capita	350 ECU (1994)
European imports from...	179 284 000 ECU (1996)
European Exports to...	170 867 000 ECU (1996)
Debt service / exports	32.8% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.73% (1995)
Primary schooling rate	91.6% (1995)
Secondary schooling rate	21.2% (1995)
Urbanisation rate	42.06% (1993)

Zambia is a landlocked, highly urbanised country (nearly half the population live in towns) which gained independence in 1964. The Zambian economy went into decline in the early 1970s as a result of the slump in copper prices and a fall in copper output – copper still accounting for 80% of Zambia’s exports – difficulties in economic management and increasing indebtedness. The new Government elected in 1991 immediately introduced economic and political reforms. Progress has since been made in structural adjustment and liberalisation of the economy.

European Union assistance to Zambia under previous Lomé Conventions has concentrated largely on agriculture and rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme of ECU 110.7 million has focused on improved road infrastructure, the promotion of non-copper exports and the improvement of social infrastructure. In addition to the funds made available under the National Indicative Programme, ECU 96.5 million from the Structural Adjustment Facility (SAF), and ECU 60 million of Sysmin funds, have been allocated under Lomé IV to assist the Government’s economic recovery programme.

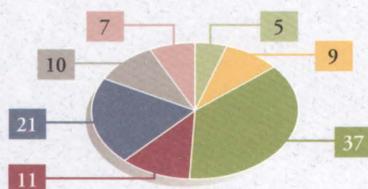
An ECU 1.2 million sum has also been allocated to assist Angolan and Zairian refugees inside Zambia.

Zambia has also benefited from the European Investment Bank’s significant interventions. Almost ECU 42 million sum have been allocated from its own resources under Lomé I and II, and around ECU 30 million in the form of risk capital under Lomé I, II and III. Under Lomé IV, intervention in the form of risk capital totals ECU 54.5 million for the textile sector, fabrication of pharmaceutical products, flower production and the Tazama pipeline.

Several important projects have been financed with EU budget funds, including ECU 39 million of food aid to respond to the severe drought which affected the country, 1991/1992, and a further drought in 1995.

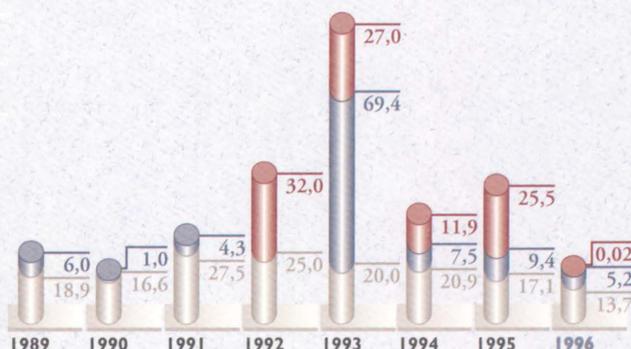
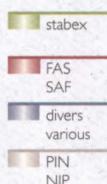
FED EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectorial breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument  
payments by instrument





# Zimbabwe

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

390 760

11 536 000

## Indicateurs économiques

PNB par habitant  
490 ECU (1994)

Importations européennes  
en provenance de...

722 864 000 ECU (1996)

Tabacs 28%

Exportations européennes  
vers...

424 091 000 ECU (1996)

Service de la dette /  
exportations

32,31% (1993)

## Indicateurs sociaux

Taux de croissance  
de la population

2,86% (1995)

Taux de scolarisation  
primaire

122,8% (1995)

secondaire

49,9% (1995)

Taux d'urbanisation

30,66% (1993)

Depuis son accession à l'indépendance, en 1980, le Zimbabwe connaît une grande stabilité politique. Grâce en partie à ses richesses naturelles, il possède l'économie la plus diversifiée et la plus industrialisée des Etats ACP d'Afrique australe. Le sous-sol recèle plus de 40 métaux et minéraux dont l'or, le nickel, le cuivre et les pierres précieuses. Défavorisé par un climat très aride, le pays connaît des périodes de sécheresse régulières, mais en temps normal les terres arables donnent des excédents appréciables.

La coopération formelle entre le Zimbabwe et l'Union européenne a démarré sous la Convention de Lomé II, mais le pays a auparavant bénéficié d'aides humanitaires sur financement du budget européen, qui ont servi à la réinstallation de réfugiés ou de personnes déplacées victimes de guerre civile. Sous Lomé II et III, les fonds programmés (126 millions d'écus) ont permis de poursuivre ces actions et d'appuyer également le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, doté de 91,5 millions d'écus, maintient la priorité au développement rural et aux actions visant à générer une augmentation des revenus individuels. Une grande partie des ressources est ainsi consacrée au développement de la production de légumes et de fruits, à l'aménagement du territoire en améliorant le réseau de distribution d'eau dans certaines régions, et à la prévention dans le domaine de la santé animale grâce aux efforts entrepris dans la formation vétérinaire. L'originalité du Programme indicatif réside également dans l'importance accrue donnée aux initiatives locales de développement, grâce à un montant de 24 millions d'écus destiné à financer des programmes de microprojets. Le PIN du 8e FED (110 millions d'écus) a été signé le 29 novembre 1996.

L'appui au programme d'ajustement structurel lancé en 1991 atteindra 60 millions d'écus sous Lomé IV (1991-1995), dont 36 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 24 millions provenant du PIN. Cependant le programme a été interrompu en 1995, et 29 millions d'écus ne sont pas encore décaissés.

Le Zimbabwe a été, et demeure, un important bénéficiaire d'interventions de la Banque Européenne d'Investissement. Les premiers prêts accordés au pays remontent à Lomé II (35 millions d'écus sur les ressources propres de la Banque et 3,6 millions d'écus au titre des capitaux à risques). Sous Lomé III, quatre autres prêts totalisant 70 millions d'écus ont été accordés sur ressources propres. Sous Lomé IV, la BEI a augmenté ses interventions (120 millions d'écus sur ressources propres et 18,3 millions d'écus au titre des capitaux à risques) en accordant davantage d'attention au secteur privé.

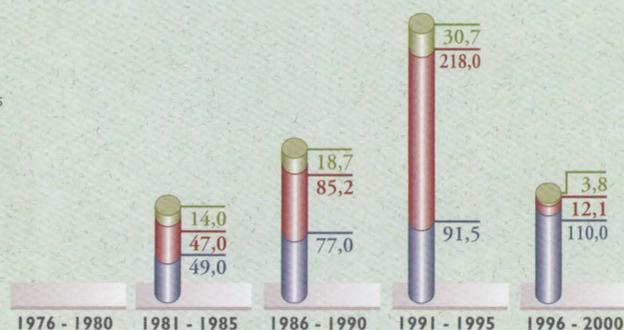
Sur le plan commercial, les exportations du Zimbabwe vers l'Union européenne ont donné lieu à un excédent commercial de plus de 270 millions d'écus en 1995. Les principaux produits exportés sont agricoles (51%), les minerais (30% dont l'or, le nickel, le ferro-silicium) et le coton; les produits industriels représentant 47%.

En ce qui concerne la viande bovine, le Zimbabwe dispose d'un quota d'exportation dans le cadre du Protocole spécial de Lomé IV, 7753 tonnes de viande bovine ont été exportées en 1995.

## FED + budget EDF

dotations en millions d'écus  
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei  
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)  
nip (envelope for 5 years)



- environnement  
environment
- développement rural/pêche  
rural development/fishing
- développement minier et industriel/PME  
mine and industry development/SMEs
- secteurs sociaux  
social sectors
- ajustement structurel et appui à la  
balance des paiements  
structural adjustment and balance  
of payments support



Zimbabwe **Z**

Economic indicators	
GNP per capita	490 ECU (1994)
European imports from...	722 864 000 ECU (1996)
Tobacco	28%
European Exports to...	424 091 000 ECU (1996)
Debt service / exports	32.31% (1993)
Social indicators	
Population growth rate	2.86% (1995)
Primary schooling rate	122,8% (1995)
Secondary schooling rate	49,9% (1995)
Urbanisation rate	30.66% (1993)

Since achieving independence in 1980, Zimbabwe has experienced great political stability. Partly due to its natural resources, it has the most diverse and industrialised economy of any Southern African ACP State. Mining resources include over 40 metals and minerals, such as gold, nickel, copper and gems. The country has a very arid climate and regularly suffers periods of drought, whereas in normal weather the arable land produces significant surpluses.

Formal cooperation between Zimbabwe and the European Union began under the Lomé II Convention. However, the country had already benefited from humanitarian aid under the European budget financing, used for the resettlement of refugees or displaced persons that had been victims of civil war. Under Lomé II and III, the programmed funds (ECU 126 million) helped implement these actions and also supported rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme (ECU 91.5 million) has given priority to rural development, health, education and actions to generate an increase in individual revenue. The National Indicative Programme for Lomé IV bis (ECU 110 million), which was signed on 29 November 1996, has the same focal sectors and will also support further development of the tourism and trade sectors. In addition, the Programme will contribute to institutional strengthening and good governance.

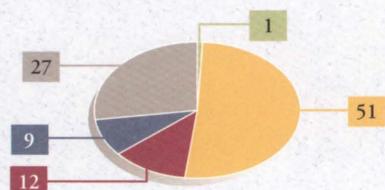
ECU 60 million have been allocated under Lomé IV to support the structural adjustment programme launched in 1991, including ECU 36 million from the Structural Adjustment Facility (SAF) and ECU 24 million from the NIP. However, as the programme was declared off-track in 1995, ECU 21 million have not yet been disbursed.

Zimbabwe has been an important beneficiary of the European Investment Bank's intervention. The first loans given to the country date back to Lomé II (ECU 35 million from the Bank's own resources and ECU 18,3 million in the form of risk capital). Under Lomé III, four other loans amounting to ECU 70 million have been granted from the Bank's own resources. Under Lomé IV, the EIB has committed ECU 120 million from its own resources and ECU 18.3 million in the form of risk capital.

In commercial terms, Zimbabwe's exports to the European Union during 1995 resulted in a trade balance of more than ECU 270 million in favour of Zimbabwe. While 51% of Zimbabwe's exports to the EU in 1995 were agricultural products, the share of industrial products in total exports was 47%. Under the Lomé IV beef protocol, Zimbabwe exported 7,753 tonnes of beef to the European Union.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN  
en % de la dotation totale  
sectoral breakdown of NIP  
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8  
paiement par instrument  
payments by instrument

paiement par instrument  
payments by instrument

